

au ministre de prendre des décisions dynamiques avant la date où il doit présenter son exposé budgétaire. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Il y a d'autres obligations dont le ministre n'a pas parlé et qui requièrent que l'on prenne enfin l'initiative dans le domaine du contrôle du change.

Nous avons eu une enquête au Parlement, dernièrement. Naturellement, le comité sénatorial de la main-d'œuvre et de l'emploi a accompli une besogne des plus utiles. Le parti libéral est en majorité au Sénat même, mais le gouvernement avait la majorité au comité. Toutefois cela a peu d'importance puisque le rapport du comité était unanime. Le comité, dont les travaux se sont échelonnés sur deux sessions, a bien œuvré. C'est un des comités les plus utiles que je connaisse et je tiens à féliciter ceux qui ont pris cette question au sérieux. Ce fut une chose magnifique qu'un si grand nombre de personnes et d'organismes viennent, d'un bout à l'autre du pays, témoigner devant le comité et y faire des recommandations au sujet de cette importante question. Je parle évidemment du problème que pose le grand nombre de chômeurs que notre pays compte actuellement.

Malgré ce tout récent rapport parlementaire et malgré l'éloquence budgétaire du ministre—éloquence qui prend l'allure d'un moulin à vent puisqu'il faut lire au delà de 50 pages avant de trouver une petite chose de caractère financier ou social—nous ne trouvons, dans les annonces du ministre de l'autre soir, pas le moindre dynamisme. Où était, par exemple, le dynamisme dans le domaine de l'éducation? Je suis sûr que le ministre connaît, et très bien, le rapport du comité du Sénat qui s'est occupé de cette question, mais la Chambre et le pays doivent être mis au courant de ce que ce comité a jugé de prime importance après ses longues délibérations.

Je parle de la partie du rapport qui traite de l'éducation. Selon le rapport, à moins de refaire leur formation et leur éducation, ceux qui sont à l'école et même ceux qui l'ont quittée auront beaucoup de peine, même en temps de prospérité, à gagner assez d'argent pour maintenir le niveau de vie que le pays leur souhaite. Je cite de la page 8 du rapport:

Voilà qui comporte une étude du problème complet de l'éducation et de la formation professionnelle au Canada. Rien...

Je souligne ces mots.

Rien n'a frappé les membres du comité autant que le pourcentage élevé du chômage chez les jeunes, les ouvriers non qualifiés et les personnes manquant d'instruction suffisante.

Ce fait a été signalé maintes fois par le personnel de recherches du comité et par différents témoins. Toutes les études qui ont été entreprises indiquent que, dans l'économie d'aujourd'hui, l'accent est mis de plus en plus sur l'habileté et la

formation, et toutes les prévisions pointent en ce sens pour les années à venir. Les occasions d'emploi pour les ouvriers non spécialisés et semi-spécialisés deviennent de plus en plus rares.

Il faut comprendre toute l'urgence de la situation. Nous devons sans aucun doute consacrer une partie beaucoup plus importante de nos ressources à l'enseignement et à tous les genres de formation...

Malheureusement, si le ministre voulait bien suivre cette recommandation, apparemment les ressources lui manquaient. On avait décidé, des mois d'avance, ce qu'on allait faire. Le rapport du comité sénatorial de la main-d'œuvre dit que nous devons consacrer une partie plus importante de nos ressources à l'enseignement et à la formation. Cette partie du rapport du comité sénatorial se termine en disant que nous devrions nous y mettre dès maintenant.

Le ministre nous dira peut-être que le gouvernement a présenté un tel programme, au cours de la présente session, à l'égard de la formation professionnelle. Le comité sénatorial d'enquête sur la main-d'œuvre et l'emploi était tout à fait au courant; toutefois, à son avis, ce n'était pas assez pour résoudre le problème très délicat dont il était saisi. Qu'est-ce que fait le gouvernement pour la jeunesse? Ce sont les jeunes, en grande partie, qui ne peuvent entrer sur le marché du travail et s'engager dans la vie en trouvant un emploi quand les temps sont aussi difficiles qu'ils l'ont été et le sont encore.

Dans ce budget, voici tout ce que le gouvernement offre aux jeunes. «Nous allons, dit-il, ajouter à la dette nette de peut-être 14 milliards que nous, les vieux, nous vous avons déjà préparée, une autre dette qui est actuellement d'environ 700 millions. Nous ne savons pas quand nous pourrions la rembourser; vous aurez à en supporter le fardeau quand vous serez plus vieux».

Malgré ses promesses, avant son arrivée au pouvoir, le présent gouvernement n'a rien fait pour les municipalités. Je pourrais citer les promesses généreuses qu'on a fait miroiter devant les représentants des municipalités et de leurs contribuables au sujet de l'aide qu'ils pourraient recevoir, si le premier ministre assumait son poste actuel.

En ce qui concerne l'embauche, je suis convaincu que les municipalités, si elles disposaient des ressources voulues, pourraient faire bien plus, et bien plus rapidement, pour réduire le chômage, que tout programme fantaisiste de travaux publics, qui exige habituellement beaucoup de planification, et ainsi de suite. D'après ce budget, le gouvernement renonce à 10 millions de dollars d'impôt pour augmenter l'efficacité des entreprises commerciales. Je regarde mon honorable ami le ministre du Commerce. On dit qu'il était sérieux quand il a déclaré, d'un bout à l'autre